



Infos retraités-ées



Retraité-e-s un jour Révolté-e-s toujours!!

SOPHIE BINET ANNONCE UNE OFFENSIVE SYNDICALE POUR L'AUTOMNE !!

Dans un entretien à La Vie Ouvrière paru le 25 Août la secrétaire générale de la CGT a annoncé que le syndicat construira une mobilisation à la rentrée avec toutes celles et ceux qui le souhaitent fin septembre début Octobre.

"Nous travaillons à une rentrée offensive sur l'abrogation de la réforme des retraites, les salaires, les services publics, la réindustrialisation, l'égalité entre les sexes, etc.", a-t-elle ensuite détaillé.

Sophie Binet a également eu quelques mots à destination d'Emmanuel Macron. "Le Président a décrété la trêve olympique par une forme de volonté royale, mais il n'y a pas eu de trêve dans la casse sociale avec, cet été, des attaques fortes sur l'emploi notamment dans l'industrie", a-t-elle tenu à souligner. Pour elle, le chef de l'État "refuse de reconnaître qu'il a perdu les élections qu'il a lui-même convoquées". Propos confirmés après le refus d'Emmanuel Macron de nommer Lucie Castets à Matignon, proposée par le Nouveau Front populaire (NFP), dont l'alliance compte pourtant le plus grand nombre de députés. Note du journal des retraité·es Elle regrette notamment qu'Emmanuel Macron se refuse à nommer Lucie Castets à Matignon, estimant qu'il craint de le faire car cette dernière "a des chances de ne pas être censurée immédiatement et de pouvoir mettre en œuvre des mesures sociales". "Sur nos luttes, nous n'avons aucun interlocuteur, ce sont les pleins pouvoirs patronaux", a-t-elle encore déploré.





De l'Infos retraités-ées de la CGT/MEL

Emmanuel Macron a tenté un coup de force avec sa dissolution, espérant regagner le contrôle et affaiblir ses adversaires politiques. Toutefois, les résultats des urnes ont tranché : la volonté populaire s'est clairement exprimée en faveur d'un changement de cap.

Face à ce désaveu, Macron s'engage maintenant dans une stratégie destructrice visant à fragmenter la gauche et à faire éclater ses rangs. Son objectif est clair : diviser pour régner et espérer que certains abandonneront leurs convictions pour former une majorité fragile, permettant ainsi de maintenir sa politique de régressions sociales et économiques.

Macron ne veut pas d'un programme de justice sociale et de partage équitable des richesses ; il préfère une politique qui favorise les inégalités et l'injustice. En semant la discorde au sein de l'opposition, il espère que des compromis douteux permettront à sa politique de perdurer malgré le rejet massif dont elle fait l'objet dans la rue et dans les urnes.

Il est impératif que nous restions vigilants et que nous ne nous laissions pas diviser. La démocratie est en jeu, et il est temps de faire entendre notre voix pour défendre nos valeurs et nos droits. Nous devons nous unir et résister à cette tentative de contournement de la volonté populaire. Nous ne nous tairons pas, et nous continuerons à lutter pour une société plus juste et équitable.



ADMR (Aide à Domicile en Milieu Rural), L'aide à domicile ne doit pas être un marché lucratif. Temps de travail morcelé, cadences infernales, bas salaires, les aides à domicile qui interviennent auprès des personnes âgées ou handicapées cumulent les facteurs de précarité. Ce secteur, bâti après la guerre par des associations à vocation sociale, a adopté depuis plusieurs d'années des logiques marchandes issues du privé.

L'ouverture à la concurrence a en effet poussé les associations du secteur à adopter ces mêmes logiques. La mise en place de la grille AGGIR (Autonomie Gérontologique Iso Ressources) a servi à définir les plans d'aide et donc le nombre d'heures d'intervention par semaine par usager, et non le besoin social global d'accompagnement de chaque personne.

Par exemple, pour une personne de GIR 5, niveau de dépendance faible, l'aide au repas sera une intervention de quinze minutes, et se décompose en arrivée, prise d'un plat dans le frigo, le réchauffer au micro-ondes, mettre la table et repartir. Le recours à des badges pointeuses pour rentabiliser les heures à la minute près, conduit à de la maltraitance pour le bénéficiaire comme pour les salariées. « On ne peut pas arrêter une toilette parce que l'heure est passée », nous disent des salariées, etc.

La proposition de loi, dite loi « bien vieillir », adoptée définitivement par le Parlement le 27 mars 2024, est très loin des promesses faites par le président de la République pour le grand âge, avec des moyens financiers et structurels à la hauteur des enjeux. La loi « grand âge et autonomie » promise par le gouvernement afin, entre autres choses, de revaloriser l'aide à domicile, a été enterrée. Elle est pourtant, plus que jamais, d'actualité pour mettre fin à la marchandisation de l'aide à l'autonomie.

Témoignage reçu...

Salariée depuis plus de 20 ans à l'ADMR, elle avait fait le choix, ces dernières années, de travailler à mi-temps. Elle a reçu un nouveau planning à plein temps. Impossible de joindre l'association pour demander des explications. À bout, elle a envoyé sa lettre de démission. C'est la tristesse chez les personnes chez qui elle intervenait car elle y était très appréciée, mais du côté ADMR c'est le silence total. Personne ne tient à savoir pourquoi cette salariée consciencieuse en est arrivée à cette extrémité ?



Vive les jeux !

À l'occasion des Jeux Paralympiques, Macron va se gargariser, comme à son habitude, de son action en faveur des handicapés. Pourtant, la défenseure des droits, Claire Hédon, a déclaré « On organise les Jeux Olympiques et Paralympiques, mais nous n'en avons pas profité pour rendre accessibles les transports en commun ou un certain nombre de bâtiments aux personnes en situation de handicap ».

APF France handicap se dit aussi furieux contre l'État « En France, il y a eu trois lois, en 49 ans, sur le handicap et elles ne sont toujours pas complètement appliquées ». Des trottoirs même récents qui ne sont pas surbaissés, des chaussées et trottoirs mal entretenus rendent la circulation en fauteuil un enfer. Et, cerise sur le gâteau, on apprend qu'un même modèle de fauteuil électrique a doublé de prix en 5 ans !

Bravo l'inclusion...



Le mur de la honte au CHU de Brest !!

La CGT du centre hospitalier a décidé de coller sur un mur des feuilles A4 portant les prénoms et initiales des personnes âgées de plus de 75 ans qui ont patienté plus de 12 heures aux urgences avant d'être prises en charge. "Madame C, 93 ans, a passé 23 heures sur un brancard, Monsieur S, 89 ans, a passé 30 heures sur un brancard ». Une étude de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris explique qu'une nuit passée sur un brancard aux urgences augmente la mortalité de plus de 40 % pour les patients de plus de 75 ans. « Les gens font tout ce qu'ils peuvent aux urgences pour les prendre en charge, mais le problème de durée de prise en charge est dû au manque de personnel pour faire des examens complémentaires en radiologie ou en biologie et surtout à un manque de lits, parce que certains devraient être hospitalisés, mais on n'a pas de lits d'hospitalisation pour les prendre en charge", raconte un syndicaliste, les urgences sont juste le reflet et l'entonnoir du problème de la santé en France".

La direction du CHU brestois a transmis un communiqué à France Bleu où elle indique qu'« entre le 10 juillet et le 7 août, 969 patients de plus de 75 ans ont été accueillis aux urgences avec un délai moyen de prise en soins de 10 h 58.

